

Satisfaction des revendications ! Boycott de l'imposture du Ségur !

Durant des décennies, les gouvernements bourgeois successifs n'ont cessé de porter des coups au droit à la santé des travailleurs, au système de santé public, aux travailleurs salariés du secteur. Les salaires sont si faibles et les conditions de travail si dures que des milliers de postes vacants ne sont pas pourvus, faute de candidats !

Le gouvernement Macron-Philippe n'a pas fait exception, il a poursuivi l'austérité, la privatisation et les fermetures. En 2019 les travailleurs de la santé se sont mobilisés pour leurs revendications, mais les directions syndicales et plusieurs collectifs se sont bien gardés d'appeler à la grève générale contre le gouvernement et son budget d'étranglement en isolant chaque mouvement et en multipliant les journées d'action sans perspective, lui permettant ainsi de manœuvrer. Le gouvernement a refusé de satisfaire les revendications des travailleurs de la santé (hôpitaux publics, EHPAD...), voire a envoyé la police contre eux.

C'est donc avec un système hospitalier et de santé publique considérablement affaibli que les travailleurs de la santé ont dû faire face à la pandémie de coronavirus et ont risqué leur vie pour sauver le maximum de malades, dans la pénurie de masques, de blouses, de respirateurs, de produits. Mais rien n'a empêché l'hécatombe dans les maisons de retraite. Applaudis à 20 h par la population, les travailleurs de la santé ont toujours dit qu'ils accomplissaient leur mission mais demanderaient des comptes. Le moment est venu.

Pour aider les capitalistes à passer la crise, 500 milliards d'euros de subventions et de garanties de prêts ont été mis sur la table. Mais le président, le premier ministre, le ministre de la santé, les députés LREM espéraient que les travailleurs de la santé se contenteraient de louanges, d'une prime inégalitaire et pas versée avant juin, d'une médaille le 14 juillet, et éventuellement de la charité puisqu'ils sont même allés jusqu'à inviter d'autres travailleurs à faire don de leurs congés aux soignants !

Cependant le gouvernement redoute la riposte des travailleurs de la santé, qui bénéficierait d'un appui social très large. Macron a donc lancé une concertation prolongée avec 300 personnes, dont des dizaines de technocrates (qui ont appliqué l'austérité durant toute leur carrière) et les capitalistes de la santé (FHP), pour noyer les revendications des travailleurs. Elle est présidée par l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Notat.

Philippe a indiqué d'entrée que le gouvernement voulait « accélérer la coopération entre le public et le privé ». Immédiatement l'allongement du temps de travail contre les créations des postes nécessaires a été mis en avant par le gouvernement : « Il faut lever les contraintes de toutes natures, le

temps de travail doit être regardé de la même façon ». Véran a même précisé dès le 15 mai : « *N'est-ce pas incohérent de maintenir les 35 heures alors que certains, pour gagner plus, travaillent en dehors en toute légalité ?* »

Ont été conviés pour représenter les travailleurs de la santé : CFDT, CGT, SUD, FO, UNSA, Intersyndicat national des praticiens hospitaliers, APH, Avenir hospitalier, Coordination médicale hospitalière, Syndicat national des médecins des hôpitaux publics.

Tous ont accepté le cadre fixé par le gouvernement : « *Notre participation au Comité national Ségur, nous l'envisageons dans le cadre d'un rapport de forces* » (fédération SUD, 25 mai). « *La CGT portera les propositions et les revendications des personnels dans ce Ségur de la Santé* » (fédération CGT, 25 mai). « *Le fait que ça démarre vite est plutôt un bon signal.* » (Yves Veyrier, secrétaire général FO, 22 mai).

Ainsi la mascarade du Ségur peut se dérouler. Pourtant, d'après la CGT-Santé, « *on nous demande de faire des propositions raisonnables mais on ne nous donne pas le périmètre de la négociation* » (*Le Monde*, 9 juin). D'après SUD-Santé-Sociaux, qui a d'ailleurs claqué la porte le 2 juin, Notat s'est présentée en disant qu'elle n'avait « *ni mandat, ni marge de négociation, ni enveloppe* » (*Le Monde*, 10 juin).

À l'évidence, le « Ségur de la santé » est un piège grossier pour désarmer les travailleurs de la santé et aboutir au bout du compte à l'allongement du temps de travail et la multiplication des heures supplémentaires. Les directions syndicales n'ont rien à y faire ! Elles doivent défendre les travailleurs, pas aider le gouvernement à s'en sortir.

Il faut se réunir dans chaque structure, élire des délégués, les coordonner à l'échelle locale et les centraliser à l'échelle nationale pour fixer les revendications et l'action.

Augmentation des salaires ! Recrutement ! Titularisation des précaires et égalité pour les soignants étrangers ! Ouverture des lits nécessaires ! Respect des RTT dues et baisse du temps de travail ! Expropriation des réseaux de cliniques privées et des grands groupes pharmaceutiques ou des équipements médicaux !

Boycott du Ségur de la santé ! Toutes les revendications, rien que les revendications !

11 juin 2020

